



PREFET DE L'AUBE

Arrêté n° PCICP2019282-0001

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société AL BABTAIN FRANCE
Commune de ST ANDRE LES VERGERS

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Le Préfet de l'Aube,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.541-1, L.541-2, L.541-3, L. 171-7 et L. 171-8 ;
- VU le décret du 12 juillet 2017 nommant Mme Sylvie CENDRE, secrétaire générale de la préfecture de l'Aube ;
- VU le décret du 9 août 2017 nommant M. Thierry MOSIMANN, préfet de l'Aube ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 ;
- VU le rapport de la visite du 16 juillet 2019 n° SAU2/JBT/MT n° 19-347 en date du 6 septembre 2019 ;
- VU l'absence de remarques de l'exploitant sur ce projet d'arrêté de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 16 juillet 2019, l'inspection des installations classées a constaté que la société AL BABTAIN FRANCE à SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS réalise sur son site du brûlage à l'air libre ;

CONSIDÉRANT que la situation constatée ci-avant est de nature à présenter des risques d'incendie, de pollution des sols et de pollution de l'air et est en écart aux prescriptions de l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018, dernier paragraphe : « *Le brûlage à l'air libre est interdit, à l'exclusion des essais ou exercices incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont préalablement identifiés en qualité et quantité* » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 16 juillet 2019, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir une version à jour de son plan d'opération interne, en écart avec l'article 8.6.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 sus-visé :

« L'exploitant dispose d'un Plan d'Opération Interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Ce plan est vérifié a minima tous les 3 ans et réactualisé si nécessaire ; il est transmis au service interministériel de défense et de protection civile, au service départemental d'incendie de secours ainsi qu'à l'inspection des installations classées lors de toute réactualisation. » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 16 juillet 2019, il a été constaté que l'exploitant n'a pas fait procéder aux investigations nécessaires permettant de conforter ou rectifier le plan des réseaux d'eau de l'établissement et n'a pas présenté de plan des réseaux d'eau à jour, en écart avec l'article 11.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 sus-visé :

« L'exploitant fait procéder aux investigations nécessaires permettant de conforter ou rectifier, sous un délai d'un an, le plan des réseaux d'eau de l'établissement.

Ces investigations doivent notamment porter sur les eaux de lavage des engins, le parc de stockage des huiles et la zone accueillant les cuves de carburant. » ;

CONSIDÉRANT qu'au 8 août 2019, il a été constaté que l'exploitant n'a pas remis l'étude caractérisant l'impact des rejets dans le rû de la Fontaine St-Martin, en écart avec l'article 11.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 sus-visé :

« Dans le cadre de l'application du chapitre 4.5, l'exploitant doit remettre à l'inspection des installations classées, sous un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude caractérisant l'impact des rejets dans le rû de la Fontaine Saint-Martin et des sédiments, au droit du site et à l'extérieur du site.

Elle devra le cas échéant définir les aménagements ou pré-traitements nécessaires au maintien de l'état chimique et écologique du cours d'eau, en raisonnant par bassin versant en tant que de besoin. Dans cette hypothèse, un calendrier de travaux sera proposé avec cette étude.

L'étude s'attachera en outre à définir une fréquence minimale et/ou une teneur maximale de polluants dans les sédiments, à partir de laquelle un curage du rû est à prévoir. »

CONSIDÉRANT qu'au 8 août 2019, il a été constaté que l'exploitant n'a pas conduit l'étude de dimensionnement des moyens de confinement des eaux d'extinction d'incendie, en écart avec l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 sus-visé :

« En application de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux ateliers de traitement de surface, qui prévoit que : « l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. (...) » et que « en tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances très toxiques (...) en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent (...) »,

L'exploitant conduira les études de dimensionnement dans les 18 mois suivant la notification du présent arrêté, concomitamment à l'étude prescrite à l'article précédent, et réalisera les aménagements nécessaires avant le 31 décembre 2020. » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 16 juillet 2019, il a été constaté que l'exploitant n'a pas remis d'étude critique sur la pertinence du réseau de surveillance des eaux souterraines, en écart avec l'article 11.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 sus-visé :

« L'exploitant devra remettre, sous un délai d'un an, une étude critique sur la pertinence du réseau de surveillance des eaux souterraines, portant sur le nombre de piézomètres en place, leur implantation et leur mode de pose. Cette étude, réalisée par un hydrogéologue agréé, proposera toutes les adaptations jugées nécessaires et proportionnées visant à faciliter la lecture et l'interprétation des futures campagnes de surveillance des eaux souterraines. » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 16 juillet 2019, il a été constaté que l'exploitant n'a pas transmis au préfet d'étude de dangers mise à jour, en écart avec l'article 11.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 sus-visé :

« L'exploitant réalise une étude des dangers conforme aux dispositions des articles L.181-25 et R.515-90 du code de l'environnement et des arrêtés ministériels, d'une part, du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, et d'autre part, du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

L'étude de dangers doit être transmise au préfet, sous 1 an à compter de la notification du présent arrêté. » ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société AL BABTAIN FRANCE de respecter ses obligations afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture du département de l'Aube,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{ER} – MISE EN DEMEURE

La Société AL BABTAIN FRANCE, dont le siège social est situé 52 Avenue du Maréchal Leclerc à SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS, ci-après dénommé l'exploitant, est mise en demeure pour son site exploité à la même adresse, de respecter :

- sous 24h le dernier paragraphe de l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 sus-visé,
- avant le 31 décembre 2019 l'article 8.6.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 sus-visé,
- avant le 31 décembre 2019 l'article 11.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 sus-visé,

- avant le 30 juin 2020 l'article 11.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 sus-visé,
- avant le 30 juin 2020 la première échéance fixée à l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 sus-visé,
- avant le 30 juin 2020 l'article 11.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 sus-visé,
- avant le 31 décembre 2019 l'article 11.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 sus-visé.

ARTICLE 2 – RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, à savoir le tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, 25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX ou par le biais de l'application **telerecours** (www.telerecours.fr) par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

ARTICLE 3 : NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié à monsieur le directeur de la Société AL BATAIN FRANCE.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS et mise à disposition de toute personne intéressée.


ARTICLE 4 : EXÉCUTION

Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Aube, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ainsi que monsieur le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à TROYES, le

09 OCT. 2019

Le préfet,



Thierry MOSIMANN